

Des consultations pour une fin de crise au Burundi

Deutsche Welle, 03.12.2015 Peut-être un pas vers une résolution de la crise au Burundi. L'Union européenne et le pouvoir de Bujumbura vont entamer mardi à Bruxelles des consultations. Des consultations, prévues dans l'article 96 des Accords de Cotonou, qui régissent la coopération entre l'UE et les pays de la zone ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). L'objectif de la rencontre de Bruxelles est de trouver un accord rapide pour une sortie de crise.

Les discussions doivent porter sur les principes démocratiques, les droits de l'Homme et la gouvernance. Pour Jean-Baptiste Baribonekeza, président de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) au Burundi, certaines questions importantes doivent être abordées «nous sommes préoccupés par la situation des insaisissables au Burundi. Nous espérons que toutes les questions relatives à la sécurité soient abordées. La question des exilés appartient au burundais de poser les vraies questions, de se parler de façon franche et honnête.» Risque d'une suspension de l'aide de l'UE Selon un des porte-parole de l'UE si aucune amélioration n'est notée à l'issue des discussions, l'UE, premier donateur au Burundi peut décider de suspendre l'aide directe qu'elle verse au gouvernement de Bujumbura. Pour l'opposition en exil, c'est contre ce que le pouvoir, qui était resté à l'assemblée à la discussions, est finalement décidé. Selon Pancrace Cimpayé, porte parole du CNARED, le Conseil National pour le Respect de l'Accord d'Arusha et de l'Etat de Droit au Burundi «ils estimaient que tout allait très bien. Il était plus judicieux d'avoir Nkurunziza autour de la table alors que l'envoi de ses conseillers. La composition de la délégation démontre que Nkurunziza a été forcé, qu'il n'a pas du tout son cœur à ces négociations. Nous espérons que le fait de Bujumbura vienne le plus rapidement possible à la table des négociations.» Le CNARED se dit prêt à discuter avec le pouvoir burundais mais seulement hors du Burundi, ses membres espèrent par ailleurs la tenue très prochainement d'un dialogue sous l'égide du président ougandais Yoweri Museveni.